

Rapport financier 2012

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-François-de-l'Île-d'Orléans

Code géographique : 20005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S4
États financiers audités	S5 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Langlois, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012.
(Nom de l'organisme)

Date 2013-03-22 Signature _____

Dernière modification : 2013-03-26 09:17:26

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	16
Charges par objets	17
État des résultats	18
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État de la situation financière	20
État des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers	22
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	27
Analyse des charges	28
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	30

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'appliquent pas.

Section I - États financiers

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2012, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans au 31 décembre 2012, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages S15, S16, S23-1, S23-2 et S25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Les prévisions des revenus et des charges ont été préparées sur la base d'hypothèses comptables, financières et statistiques; conséquemment, nous n'exprimons pas d'opinion sur ces prévisions.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A102687

DATE 2013-02-22

Dernière modification : 2013-03-26 09:17:26

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2013-03-26 09:17:26

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012		Réalizations 2012		Total	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	586 213	588 821			588 821	553 688
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 035	10 393			10 393	10 049
Quotes-parts	3						
Transferts	4	32 700	71 992			71 992	16 500
Services rendus	5	280	113 605			113 605	576 259
Imposition de droits	6	11 900	57 105			57 105	76 014
Amendes et pénalités	7	1 000	1 113			1 113	971
Intérêts	8	5 500	4 543			4 543	9 843
Autres revenus	9	17 500	2 546			2 546	15
	10	665 128	850 118			850 118	1 243 339
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		110 578			110 578	1 435 144
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15		8 882			8 882	13 343
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		119 460			119 460	1 448 487
	18	665 128	969 578			969 578	2 691 826
Charges							
Administration générale	19	381 734	353 831	3 743		357 574	333 065
Sécurité publique	20	153 400	160 949	3 145		164 094	155 640
Transport	21	62 800	148 216	8 980		157 196	619 301
Hygiène du milieu	22	87 069	69 438	45 390		114 828	67 656
Santé et bien-être	23						
Aménagement, urbanisme et développement	24	10 125	8 120			8 120	3 280
Loisirs et culture	25	22 870	20 280	6 835		27 115	21 188
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	7 999	41 384			41 384	
Amortissement des immobilisations	28	68 176	68 093	(68 093)			
	29	794 173	870 311			870 311	1 200 130
Excédent (déficit) de l'exercice	30	(129 045)	99 267			99 267	1 491 696

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		2012		2011
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(129 045)	99 267	1 491 696
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 119 460 ) (	( 1 448 487)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(129 045)	(20 193)	43 209
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	68 176	68 093	19 975
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			
Réduction de valeur / Reclassement	7			
	8	68 176	68 093	19 975
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9			
Réduction de valeur / Reclassement	10			
	11			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	)	( 2 405) ()
	18		(2 405)	
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	( 8 564) ()
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20			
Excédent de fonctionnement affecté	21	60 869	60 867	66 482
Réserves financières et fonds réservés	22		(10 566)	(4 509)
Montant à pourvoir dans le futur	23			
Financement des investissements en cours	24			
	25	60 869	41 737	61 973
	26	129 045	107 425	81 948
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27		87 232	125 157

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012		2011
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	119 460	1 448 487
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 (	) ( 8 564 ) (	) ( 20 831)
Sécurité publique	3 () () (
Transport	4 (	) (	) ( 12 900)
Hygiène du milieu	5 (	) ( 14 213 ) (	) ( 1 628 481)
Santé et bien-être	6 () () (
Aménagement, urbanisme et développement	7 () () (
Loisirs et culture	8 (	) ( 82 528 ) (	) ( 50 287)
Réseau d'électricité	9 () () (
	10 (	) ( 105 305 ) (	) ( 1 712 499)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 () () (
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	12 () () (
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13		89 200
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	8 564	
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15		
Excédent de fonctionnement affecté	16		
Réserves financières et fonds réservés	17	35 340	35 734
	18	43 904	35 734
	19	(61 401)	(1 587 565)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	58 059	(139 078)

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012		2011
		Budget	Réalisations	Réalisations
Rémunération	1	131 450	122 510	113 228
Charges sociales	2	22 788	20 191	18 437
Biens et services	3	326 903	436 167	880 035
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4		2 069	
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6		39 315	
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	7 999		
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	236 857	180 286	166 185
Autres	10			
Autres organismes	11		1 680	2 270
Amortissement des immobilisations	12	68 176	68 093	19 975
Autres				
-	13			
-	14			
-	15			
	16	794 173	870 311	1 200 130

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011
Revenus				
Taxes	1	592 213	588 821	553 688
Compensations tenant lieu de taxes	2	4 035	10 393	10 049
Quotes-parts	3			
Transferts	4	32 700	182 570	1 451 644
Services rendus	5	280	113 605	576 259
Imposition de droits	6	11 900	57 105	76 014
Amendes et pénalités	7	1 000	1 113	971
Intérêts	8	5 500	4 543	9 843
Autres revenus	9	17 500	11 428	13 358
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	665 128	969 578	2 691 826
Charges				
Administration générale	12	386 871	357 574	333 065
Sécurité publique	13	155 951	164 094	155 640
Transport	14	70 980	157 196	619 301
Hygiène du milieu	15	132 542	114 828	67 656
Santé et bien-être	16			
Aménagement, urbanisme et développement	17	10 125	8 120	3 280
Loisirs et culture	18	29 705	27 115	21 188
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	7 999	41 384	
	21	794 173	870 311	1 200 130
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(129 045)	99 267	1 491 696
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		2 430 013	938 317
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		2 430 013	938 317
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		2 529 280	2 430 013

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012	Réalizations	
			2012	2011
Excédent (déficit) de l'exercice	1	(129 045)	99 267	1 491 696
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	)	( 105 305)	(1 712 499)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	68 176	68 093	19 975
(Gain) perte sur cession	5			
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	68 176	(37 212)	(1 692 524)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9			
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(60 869)	62 055	(200 828)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		50 963	251 791
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		50 963	251 791
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		113 018	50 963

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	62 225	131 039
Placements temporaires	2	90 928	90 907
Débiteurs (note 5)	3	1 444 192	1 546 303
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 597 345	1 768 249
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11	68 000	196 100
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	95 113	181 886
Revenus reportés (note 11)	13	30 014	
Dette à long terme (note 12)	14	1 291 200	1 339 300
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	1 484 327	1 717 286
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	113 018	50 963
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	2 416 262	2 379 050
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20		
Autres actifs non financiers (note 15)	21		
	22	2 416 262	2 379 050
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	2 529 280	2 430 013
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	99 267	1 491 696
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	68 093	19 975
Autres			
-	3		
-	4		
	5	167 360	1 511 671
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	102 111	(1 433 858)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(86 773)	170 092
Revenus reportés	9	30 014	(3 660)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12		
Autres actifs non financiers	13		
	14	212 712	244 245
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(105 305)	(1 712 499)
Produit de cession	16		
	17	(105 305)	(1 712 499)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20	(21)	76 225
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(21)	76 225
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23		1 339 300
Remboursement de la dette à long terme	24	(48 100)	()
Variation nette des emprunts temporaires	25	(128 100)	196 100
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	(176 200)	1 535 400
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	(68 814)	143 371
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	131 039	(12 332)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	62 225	131 039

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est un organisme municipal constituée en vertu du Code municipal.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

S.O.

B) Comptabilité d'exercice

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes et les pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

S.O.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût.

L'amortissement est calculé en fonction de leur vie utile selon la méthode linéaire aux taux suivants:

Infrastructures	2,50 % et 5,00 %
Bâtiment	2,50 %
Ameublement et équipement de bureau	10,00 % et 20,00 %
Machinerie et	

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

équipements 5,00 %

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

E) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

F) Montant à pourvoir dans le futur

S.O.

G) Autres éléments

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public nécessite l'utilisation d'estimations ainsi que la formulation d'hypothèses qui ont un effet sur les montants des éléments d'actif et de passif présentés, les postes de revenus et de dépenses afférentes. Les secteurs importants des états financiers qui requièrent l'utilisation d'estimations incluent les éléments de passif découlant de la provision pour contestation d'évaluation, provision pour mauvaises créances, provision pour réclamations et litiges en suspens et la durée de vie des éléments d'actif aux fins du calcul de l'amortissement. Par conséquent, les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S.O.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1		
Placements temporaires	2	66 133	90 905
Placements à long terme	3		
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	30 964	33 996
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 410 246	1 291 366
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7		
Organismes municipaux	8		
Autres			
- Ristourne TPS	9	1 123	153 725
- Droit de mutation int et autre	10	1 859	67 216
	11	1 444 192	1 546 303
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	1 204 405	1 250 100
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	1 204 405	1 250 100
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21		
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22		
Autres placements	23		
	24		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30 3 884	3 634
Autres régimes (REER et autres)	31	
Régimes de retraite des élus municipaux	32 1 582	1 677
	33 5 466	5 311

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers		
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34	
Autres	35	
	36	

Note

10. Crédoiteurs et charges à payer		
Fournisseurs	37 3 290	5 909
Salaires et avantages sociaux	38 4 300	2 109
Dépôts et retenues de garantie	39	
Provision pour contestations d'évaluation	40	
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	
Autres		
- Frais courus	42	220
- Retenue sur contrat	43 87 523	173 648
-	44	
-	45	
-	46	
	47 95 113	181 886

Note

11. Revenus reportés		
Taxes perçues d'avance	48	
Transferts	49 30 014	
Autres		
-	50	
-	51	
	52 30 014	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

						2012	2011
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	3,09	3,09	2016	2016	53	1 291 200	1 339 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	1 291 200	1 339 300
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	()	()
					63	1 291 200	1 339 300

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme				Total 2012
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres			
2013	64	72	49 700	80	89	97	49 700
2014	65	73	51 300	81	90	98	51 300
2015	66	74	53 200	82	91	99	53 200
2016	67	75	1 137 000	83	92	100	1 137 000
2017	68	76		84	93	101	
2018 et +	69	77		85	94	102	
	70	78	1 291 200	86	95	103	1 291 200
Intérêts et frais accessoires				87		104	
	71	79	1 291 200	88	96	105	1 291 200

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	106		134		161		188	
Eaux usées	107	1 877 707	135	14 212	162		189	1 891 919
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	108	420 825	136		163		190	420 825
Autres	109		137		164		191	
Réseau d'électricité	110		138		165		192	
Bâtiments	111	140 554	139	6 324	166		193	146 878
Améliorations locatives	112		140		167		194	
Véhicules	113		141		168		195	
Ameublement et équipement de bureau	114	46 790	142		169		196	46 790
Machinerie, outillage et équipement divers	115	44 472	143		170		197	44 472
Terrains	116	34 454	144		171		198	34 454
Autres	117		145		172		199	
	118	<u>2 564 802</u>	146	<u>20 536</u>	173		200	<u>2 585 338</u>
Immobilisations en cours	119	<u>5 907</u>	147	<u>84 769</u>	174		201	<u>90 676</u>
	120	<u>2 570 709</u>	148	<u>105 305</u>	175		202	<u>2 676 014</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	121		149		176		203	
Eaux usées	122		150		177		204	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	123	104 899	151	57 578	178		205	162 477
Autres	124		152		179		206	
Réseau d'électricité	125		153		180		207	
Bâtiments	126	37 923	154	4 200	181		208	42 123
Améliorations locatives	127		155		182		209	
Véhicules	128		156		183		210	
Ameublement et équipement de bureau	129	30 107	157	2 653	184		211	32 760
Machinerie, outillage et équipement divers	130	18 730	158	3 662	185		212	22 392
Autres	131		159		186		213	
	132	<u>191 659</u>	160	<u>68 093</u>	187		214	<u>259 752</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	133	<u>2 379 050</u>					215	<u>2 416 262</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	216		219		221		223	
Amortissement cumulé	217	(_____)	220	(_____)	222	(_____)	224	(_____)
Valeur comptable nette	218	<u>_____</u>					225	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	226	
Immeubles industriels municipaux	227	
Autres	228	
	229	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	230	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	231	
Note		
15. Autres actifs non financiers		
Frais payés d'avance	232	
Frais reportés		
-	233	
-	234	
	235	
Note		
16. Obligations contractuelles		
La Municipalité s'est engagée par contrats de déneigement jusqu'en 2013. Le solde des engagements au 31 décembre 2012 s'établit à 38 315 \$. De plus la Municipalité s'est également engagée par bail pour la location d'un photocopieur jusqu'en 2015 et le solde de cet engagement est de 4 474\$.		
17. Éventualités		
a) Cautionnement et garantie		
S.O.		
b) Auto-assurance		
S.O.		
c) Poursuites		
S.O.		
d) Autres		
RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE		
La Municipalité est responsable, solidairement avec les autres municipalités membres de la Municipalité régionale de comté de l'Île d'Orléans, des obligations de la Municipalité régionale de comté de l'Île d'Orléans.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par l'administration municipale.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

	2012	2011
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 173 296	127 467
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 107 536	151 774
Montant à pourvoir dans le futur	3 () ()	
Financement des investissements en cours	4 (81 019)	(139 078)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 2 329 467	2 289 850
	6 2 529 280	2 430 013

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Équilibre budgétaire	7 41 403	60 869
-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
	16 41 403	60 869
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
-	17	
-	18	
-	19	
	20	
Réserves financières		
-	21	
-	22	
-	23	
-	24	
-	25	
	26	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	27 66 080	88 120
Fonds parcs et terrains de jeux	28 53	2 785
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29	
Société québécoise d'assainissement des eaux	30	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31	
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33	
Autres		
-	34	
-	35	
-	36	
-	37	
	38 66 133	90 905
	39 107 536	151 774

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 () ()	()
Autres		
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51	
Investissements à financer	52 (81 019) ()	(139 078)
	53 (81 019)	(139 078)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 2 416 262	2 379 050
Propriétés destinées à la revente	55	
Prêts	56	
Placements à titre d'investissement	57	
Participations dans des entreprises municipales	58	
	59 2 416 262	2 379 050
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 1 291 200	1 339 300
Frais reportés liés à la dette à long terme	61	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (1 204 405) ()	(1 250 100)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 () ()	()
	64 86 795	89 200
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65	
	66 86 795	89 200
	67 2 329 467	2 289 850

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1	2	3

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2012	2011
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4	
Charge de l'exercice	5 ()	()
Cotisations versées par l'employeur	6	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 ()	()
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12	
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 ()	()
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 ()	()
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21	
Cotisations salariales des employés	22 ()	()
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33	
Rendement espéré des actifs	34 ()	()
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	
Charge de l'exercice	36	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	2012	2011
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54 _____	55 _____	56 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2012	2011
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (_____) (_____)	
Charge de l'exercice	58 (_____) (_____)	
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60 (_____) (_____)	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (_____) (_____)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (_____) (_____)	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	<u>2012</u>	<u>2011</u>	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65		
	66		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)	
	68		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72		
Autres			
-	73		
-	74		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76		
Charge de l'exercice	<u>77</u>	<u> </u>	
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 1

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la municipalité participent à un régime de cotisation déterminée avec les employés de la Municipalité régional de comté et des autres municipalités locales participantes de l'Île d'Orléans. Ce régime de retraite est un régime entièrement capitalisé et non assuré.

	<u>2012</u>	<u>2011</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89 <u>3 884</u>	<u>3 634</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

	2012	2011
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	2012	2011
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>1</u>	<u>1</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2012	2011
Cotisations des élus au RREM 95	<u>468</u>	<u>496</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	1 582	1 677
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	1 582	1 677
	<u>1 582</u>	<u>1 677</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2012

Administration municipale

Dettes à long terme	1	1 291 200
---------------------	---	-----------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	81 019
---------------------------------------	---	--------

Activités de fonctionnement à financer	3	
--	---	--

Dettes en cours de refinancement	4	
----------------------------------	---	--

Autres		
--------	--	--

-	5	
---	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	
-------------------	---	--

Débiteurs	8	1 204 405
-----------	---	-----------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	
--	----	--

Autres		
--------	--	--

-	11	
---	----	--

-	12	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	167 814
---	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés

Endettement net à long terme	15	167 814
------------------------------	----	---------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	16	17 520
---------------------------------	----	--------

Communauté métropolitaine	17	
---------------------------	----	--

Autres organismes	18	
-------------------	----	--

Endettement total net à long terme	19	185 334
------------------------------------	----	---------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	185 334
---	----	---------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	
--	----	--

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

TAXES		Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	498 576	494 980	479 453
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	498 576	494 980	479 453
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	9 600	12 048	
Matières résiduelles	13	67 242	67 097	67 751
Autres				
-Secteur déneigement	14	2 155	2 155	2 975
-Compensation roulotte	15	960	960	840
-Frais de publication	16	1 500	835	
Centres d'urgence 9-1-1	17		3 034	2 669
Service de la dette	18	6 180	7 712	
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	87 637	93 841	74 235
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	87 637	93 841	74 235
	26	586 213	588 821	553 688

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30		
	31		
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34		
	35		
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37		
Taxes d'affaires	38		
Biens culturels classés	39	3 700	3 806
	40	3 700	3 806
	41	3 700	3 806
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42	85	101
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43		
Taxes d'affaires	44		
	45	85	101
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47	250	
	48	250	
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité			
Autres	49		
	50	6 000	6 486
	51	6 000	6 486
	52	10 035	10 393
			10 049

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

	Budget 2012	Réalizations 2012	Réalizations 2011
TRANSFERTS			
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53		
Sécurité publique			
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71	39 315	
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	39 315	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

TRANSFERTS (suite)	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		13 150
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97		8 900
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110	72 272	1 399 903
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112		
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126	38 306	13 191
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	110 578	1 435 144

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

TRANSFERTS (suite)		Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	30 700	32 677	16 500
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138	2 000		
	139	32 700	32 677	16 500
TOTAL DES TRANSFERTS	140	32 700	182 570	1 451 644

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

SERVICES RENDUS	Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183	280	15 438	12 982
Sécurité publique	184			
Transport				
Réseau routier	185		90 709	559 448
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190		5 958	2 329
Hygiène du milieu	191			
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194		1 500	1 500
Réseau d'électricité	195			
	196	280	113 605	576 259
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	280	113 605	576 259
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	1 900	2 585	1 603
Droits de mutation immobilière	199	10 000	54 482	73 028
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201		38	1 383
	202	11 900	57 105	76 014
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	1 000	1 113	971
INTÉRÊTS	204	5 500	4 543	9 843
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211	17 500	11 428	13 358
	212	17 500	11 428	13 358

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Budget 2012	Réalizations 2012		Total	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	46 021	39 668		39 668	38 105
Application de la loi	2	81 207	80 745		80 745	79 266
Gestion financière et administrative	3	119 298	121 148	3 743	124 891	117 274
Greffe	4	1 500	835		835	5 207
Évaluation	5	48 100	32 456		32 456	19 440
Gestion du personnel	6					
Autres	7	85 608	78 979		78 979	73 773
	8	381 734	353 831	3 743	357 574	333 065
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	100 500	100 488		100 488	100 160
Sécurité incendie	10	52 150	53 144	3 145	56 289	55 355
Sécurité civile	11	250	7 317		7 317	125
Autres	12	500				
	13	153 400	160 949	3 145	164 094	155 640
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	10 500	96 556	8 980	105 536	571 996
Enlèvement de la neige	15	36 600	36 340		36 340	33 563
Éclairage des rues	16	12 700	12 680		12 680	11 268
Circulation et stationnement	17	500	192		192	
Transport collectif						
Transport en commun	18	2 500	2 448		2 448	2 474
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	62 800	148 216	8 980	157 196	619 301

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

	<u>Budget 2012</u>		<u>Réalisations 2012</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2011</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	9 000	1 512		1 512	
Réseaux d'égout	26	10 727	648	45 390	46 038	77
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	67 242	67 242		67 242	67 579
Élimination	28					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	100	36		36	
Tri et conditionnement	30					
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33					
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	87 069	69 438	45 390	114 828	67 656
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41					
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					
	44					
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	6 000	6 000		6 000	
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47	4 125	2 120		2 120	3 109
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48					
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51					171
	52	10 125	8 120		8 120	3 280

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

	Budget 2012		Réalizations 2012		Réalizations 2011
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
Non audité					
LOISIRS ET CULTURE					
Activités récréatives					
Centres communautaires	53				
Patinoires intérieures et extérieures	54	4 250	6 378	6 378	2 065
Piscines, plages et ports de plaisance	55				
Parcs et terrains de jeux	56	6 000	5 493	5 493	3 140
Parcs régionaux	57	7 620	3 713	3 713	5 943
Expositions et foires	58				931
Autres	59		6 835	6 835	4 730
	60	17 870	15 584	6 835	22 419
Activités culturelles					
Centres communautaires	61				
Bibliothèques	62	5 000	4 696	4 696	4 379
Patrimoine					
Musées et centres d'exposition	63				
Autres ressources du patrimoine	64				
Autres	65				
	66	5 000	4 696	4 696	4 379
	67	22 870	20 280	6 835	27 115
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ					
68					
FRAIS DE FINANCEMENT					
Dettes à long terme					
Intérêts	69		41 384		41 384
Autres frais	70				
Autres frais de financement					
Avantages sociaux futurs	71				
Autres	72	7 999			
	73	7 999	41 384		41 384
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS					
	74	68 176	68 093	(68 093)	

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2014	50
Formulaire électronique de transmission et d'attestation	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de la Municipalité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2012 de la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Municipalité de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

Mallette S.E.N.C.R.L.
Société de comptables professionnels agréés

CPA auditeur, CA, permis de comptabilité publique no A102687

DATE 2013-02-22

Dernière modification avant dépôt : 2013-03-26 09:17:26

Dernière modification : 2013-03-26 09:17:26

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		588 821
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		588 821

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes		1	588 821
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3	<u> </u>
Total partiel		4	<u>588 821</u>
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	3 034	
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10 <u>3 034</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	<u>585 787</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2012 ²	1	<u>101 750 080</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2012 ²	2	<u>101 903 900</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>101 826 990</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>585 787</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>101 826 990</u>
Taux global de taxation réel de 2012	6	[] [] , [5 | 7 | 5 | 3] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2012 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2012 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	Budget 2012	Réalizations 2012	Réalizations 2011
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		
Conduites d'égout	4	14 212	1 628 482
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6		8 900
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Systèmes d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10	82 528	50 287
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	8 565	20 830
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17		
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19		4 000
Terrains	20		
Autres	21		
	22	105 305	1 712 499

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		
Conduites d'égout	26	14 212	1 628 482
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	27		
Usines de traitement de l'eau potable	28		
Usines et bassins d'épuration	29		
Conduites d'égout	30		
	31	14 212	1 628 482

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 339 300		48 100	1 291 200
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6				
	7	1 339 300		48 100	1 291 200
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	10	71 360		1 924	69 436
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	11	17 840		481	17 359
De la municipalité (Société de transport en commun)	12				
	13	89 200		2 405	86 795
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	1 250 100		45 695	1 204 405
Organismes municipaux	15				
Autres tiers	16				
Autres	17				
	18	1 250 100		45 695	1 204 405
Prêts	19				
	20	1 250 100		45 695	1 204 405
	21	1 339 300		48 100	1 291 200
Dettes en cours de refinancement	22 ()				()
	23	1 339 300		48 100	1 291 200

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Budget 2012	Réalisations 2012	Réalisations 2011
Administration générale				
Application de la loi	1	80 707		
Évaluation	2	48 000	32 339	19 380
Autres	3		80 705	79 226
Sécurité publique				
Police	4	100 500		
Sécurité incendie	5	5 000		
Sécurité civile	6	150		
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	2 500		
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12		67 242	67 579
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	236 857	180 286	166 185

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,00	40,00	***	***	***
Professionnels	2			***	***	***
Cols blancs	3	1,10	10,50	***	***	***
Cols bleus	4	1,00	37,00	***	***	***
Policiers	5			***	***	***
Pompiers	6			***	***	***
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7			***	***	***
	8	3,10		***	***	***
Élus	9	7,00		33 695	5 553	39 248
	10	10,10		***	***	***

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11			
Réseau de distribution de l'eau potable	12			
Traitement des eaux usées	13			
Réseaux d'égout	14	72 272		72 272

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	80 745	27		53	80 745	79		105	80 745	131	
Évaluation	2	32 456	28		54	32 456	80		106	32 456	132	
Autres	3	240 630	29	3 743	55	244 373	81	15 438	107	228 935	133	
	4	353 831	30	3 743	56	357 574	82	15 438	108	342 136	134	
Sécurité publique												
Police	5	100 488	31		57	100 488	83		109	100 488	135	
Sécurité incendie	6	53 144	32	3 145	58	56 289	84		110	56 289	136	
Sécurité civile	7	7 317	33		59	7 317	85		111	7 317	137	
Autres	8		34		60		86		112		138	
	9	160 949	35	3 145	61	164 094	87		113	164 094	139	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	96 556	36	8 980	62	105 536	88	90 709	114	14 827	140	
Enlèvement de la neige	11	36 340	37		63	36 340	89		115	36 340	141	
Autres	12	12 872	38		64	12 872	90	5 958	116	6 914	142	
Transport collectif	13	2 448	39		65	2 448	91		117	2 448	143	
Autres	14		40		66		92		118		144	
	15	148 216	41	8 980	67	157 196	93	96 667	119	60 529	145	
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		42		68		94		120		146	
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43		69		95		121		147	
Traitement des eaux usées	18	1 512	44		70	1 512	96		122	1 512	148	
Réseaux d'égout	19	648	45	45 390	71	46 038	97		123	46 038	149	41 384
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	67 242	46		72	67 242	98		124	67 242	150	
Matières recyclables	21	36	47		73	36	99		125	36	151	
Autres	22		48		74		100		126		152	
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153	
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154	
Autres	25		51		77		103		129		155	
	26	69 438	52	45 390	78	114 828	104		130	114 828	156	41 384

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		Amortissement des immobilisations		Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement
			+	=	-		=				
Santé et bien-être											
Logement social	157		172	187	202		217			232	
Sécurité du revenu	158		173	188	203		218			233	
Autres	159		174	189	204		219			234	
	160		175	190	205		220			235	
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	6 000	176	191	6 000	206	221	6 000		236	
Rénovation urbaine	162	2 120	177	192	2 120	207	222	2 120		237	
Promotion et développement économique	163		178	193	208		223			238	
Autres	164		179	194	209		224			239	
	165	8 120	180	195	8 120	210	225	8 120		240	
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	15 584	181	6 835	22 419	211	1 500	226	20 919	241	
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	4 696	182	197	4 696	212	227	4 696		242	
Autres	168		183	198		213	228			243	
	169	20 280	184	6 835	27 115	214	1 500	229	25 615	244	
Réseau d'électricité	170		185	200	215		230			245	
	171	760 834	186	68 093	828 927	216	113 605	231	715 322	246	41 384

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012****Non audité**

		2012	2011
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	105 305	1 712 499
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	105 305	1 712 499

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

		2012	2011
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	127 467	93 179
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	127 467	93 179
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	87 232	125 157
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté	7	(41 403)	(60 869)
Réserves financières et fonds réservés	8		(30 000)
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	45 829	34 288
Solde à la fin de l'exercice	12	173 296	127 467
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	60 867	66 480
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	60 867	66 480
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(60 867)	(66 482)
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	41 403	60 869
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	(19 464)	(5 613)
Solde à la fin de l'exercice	22	41 403	60 867
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	90 907	92 132
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	90 907	92 132
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	10 566	4 509
Activités d'investissement	27	(35 340)	(35 734)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		30 000
Financement des investissements en cours	29		
	30	(24 774)	(1 225)
Solde à la fin de l'exercice	31	66 133	90 907

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité

	2012	2011
Montant à pourvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	39 ()	()
Autres	40 ()	()
	41 ()	()
Diminution de l'exercice	42	
	43	
Solde à la fin de l'exercice	44 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	45 (139 078)	
Redressement aux exercices antérieurs	46	
Solde redressé au début de l'exercice	47 (139 078)	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48 58 059	(139 078)
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement	49	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	50	
Excédent de fonctionnement affecté	51	
Réserves financières et fonds réservés	52	
	53 58 059	(139 078)
Solde à la fin de l'exercice	54 (81 019)	(139 078)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	55 2 289 850	686 526
Redressement aux exercices antérieurs	56	
Solde redressé au début de l'exercice	57 2 289 850	686 526
Variation de l'exercice	58 39 617	1 603 324
Solde à la fin de l'exercice	59 2 329 467	2 289 850

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>130 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>130 000</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>130 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15	16	17	18	19	20	21

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

<i>Non audité</i>	2012		2011
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	[0] , [4 | 9 | 0 | 0] \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	5	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	12	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	19	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	[] , [] [] [] [] [] \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	[] , [] [] [] [] [] \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles industriels	26	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	[] , [] [] [] [] [] \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	[] , [] [] [] [] [] \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[][][][] , [][]	\$
Égout	2	[][][][] , [][]	\$
Eau et égout	3	[][][][] , [][]	\$
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][]	\$
Matières résiduelles	5	[1][4][4] , [6][3]	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][] , [][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Ordures camping	2 500,0000	4	
Ordures ébénisterie	275,0000	4	
Ordures épicerie	555,0000	4	
Ordures restaurant	500,0000	4	
Ordures ferme	165,0000	4	
Ordures garage	390,0000	4	
Ordures roulottes	100,0000	4	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2012	7	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2012 des engagements en vertu du règlement concerné	8	_____	\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11	_____	\$
b) autres formes d'aide	12	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2012 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	46 281	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18	_____	\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	425	20 <input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 337, Chemin Royal
 (no) (rue)
Saint-François-de-l'Île-d'Orléans G0A 3S0
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 829-3100
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 829-1004
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel info@msfio.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marco Langlois

Téléphone (418) 829-3100
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 829-1004
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel info@msfio.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette SENCRL

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 200-3075 Chemin des Quatres Bourgeois
 (no) (rue)
Québec G1W 5C4
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 653-4431
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 656-0800
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel alain.martineau@mallette.ca

Responsable du dossier Alain Martineau CPA auditeur, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Code postal)
 (Municipalité)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2014

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2012

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

FORMULAIRE ÉLECTRONIQUE DE TRANSMISSION ET D'ATTESTATION

Je , Marco Langlois , atteste que le rapport financier
de Saint-François-de-l'Île-d'Orléans pour l'exercice se
terminant le 31 décembre 2012, déposé lors de la séance du conseil du 2013-04-02
, est transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions
et de l'Occupation du territoire.

Je certifie que les informations ainsi que le rapport de l'auditeur indépendant et mon rapport de trésorier
ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés
lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 99 267 \$

Le taux global de taxation réel de 2012 à la page S34 ligne 6 est de ,5753 \$

Date et heure de la dernière modification : 2013-03-26 09:17:26

Date de transmission au Ministère : 2013/04/04

Sommaire de l'information financière

Exercice terminé le 31 décembre 2012

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier.

Nom : Saint-François-de-l'Île-d'Orléans

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012		2011
		Budget	Réalisations	Réalisations
Revenus				
Fonctionnement	1	665 128	850 118	1 243 339
Investissement	2		119 460	1 448 487
	3	665 128	969 578	2 691 826
Charges				
	4	794 173	870 311	1 200 130
Excédent (déficit) de l'exercice				
	5	(129 045)	99 267	1 491 696
Moins : revenus d'investissement	6	()	(119 460)	(1 448 487)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales				
	7	(129 045)	(20 193)	43 209
Éléments de conciliation à des fins fiscales				
Amortissement des immobilisations	8	68 176	68 093	19 975
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			
Remboursement de la dette à long terme	10	()	(2 405)	()
Affectations				
Activités d'investissement	11	()	(8 564)	()
Excédent (déficit) accumulé	12	60 869	50 301	61 973
Autres éléments de conciliation	13			
	14	129 045	107 425	81 948
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales				
	15		87 232	125 157

Extrait du rapport financier, pages S14 et S15

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
Actifs financiers			
Débiteurs	1	1 444 192	1 546 303
Autres	2	153 153	221 946
	3	1 597 345	1 768 249
Passifs			
Dette à long terme	4	1 291 200	1 339 300
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5		
Autres	6	193 127	377 986
	7	1 484 327	1 717 286
Actifs financiers nets (dette nette)	8	113 018	50 963
Actifs non financiers			
Immobilisations	9	2 416 262	2 379 050
Autres	10		
	11	2 416 262	2 379 050
Excédent (déficit) accumulé	12	2 529 280	2 430 013

Extrait du rapport financier, page S20

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012	2011
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	13	173 296	127 467
Excédent de fonctionnement affecté			
- Équilibre budgétaire	14	41 403	60 869
-	15		
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
	23	41 403	60 869
Réserves financières	24		
Fonds réservés	25	66 133	90 905
Montant à pourvoir dans le futur	26	() ()	
Financement des investissements en cours	27	(81 019)	(139 078)
Investissement net dans les éléments à long terme	28	2 329 467	2 289 850
	29	2 529 280	2 430 013

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		2012		2011
		Budget	Réalisations	Réalisations
Fonctionnement				
Taxes	1	586 213	588 821	553 688
Compensations tenant lieu de taxes	2	10 035	10 393	10 049
Quotes-parts	3			
Transferts	4	32 700	71 992	16 500
Services rendus	5	280	113 605	576 259
Autres	6	35 900	65 307	86 843
	7	665 128	850 118	1 243 339
Investissement				
Taxes	8			
Quotes-parts	9			
Transferts	10		110 578	1 435 144
Autres	11		8 882	13 343
	12		119 460	1 448 487
	13	665 128	969 578	2 691 826

Extrait du rapport financier, page S14

**SOMMAIRE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2012**

		Budget 2012		Réalizations 2012		Total	Réalizations 2011
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Administration générale							
Évaluation	1	48 100	32 456			32 456	19 440
Autres	2	333 634	321 375	3 743		325 118	313 625
Sécurité publique							
Police	3	100 500	100 488			100 488	100 160
Sécurité incendie	4	52 150	53 144	3 145		56 289	55 355
Autres	5	750	7 317			7 317	125
Transport							
Réseau routier	6	60 300	145 768	8 980		154 748	616 827
Transport collectif	7	2 500	2 448			2 448	2 474
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	19 727	2 160	45 390		47 550	77
Matières résiduelles	10	67 342	67 278			67 278	67 579
Autres	11						
Santé et bien-être	12						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	6 000	6 000			6 000	
Promotion et développement économique	14						
Autres	15	4 125	2 120			2 120	3 280
Loisirs et culture	16	22 870	20 280	6 835		27 115	21 188
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	7 999	41 384			41 384	
Amortissement des immobilisations	19	68 176	68 093	(68 093)			
	20	794 173	870 311			870 311	1 200 130

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3